

LE PARTENARIAT PUBLIC-ASSOCIATIF

Essaid TAIB

Professeur, Ecole nationale d'administration d'Alger

RESUME

Depuis la Constitution de 1989, le champ associatif a connu une explosion, ce qui dénote la volonté du citoyen de vouloir prendre en charge ses besoins ou défendre ses droits. Le champ de prédilection de l'intervention associative porte sur ce qui relève des activités de service public. On aurait pu s'attendre à ce que l'association reconnue d'utilité publique soit pleinement consacrée juridiquement, ce qui ouvrirait la voie à un réel et effectif partenariat public-associatif. Or, non seulement le statut de l'association reconnue d'utilité publique n'existe pas encore ; mais, de plus, ce genre d'associations est très rare, s'apparentant à des associations parapubliques. Elles sont créées de manière discrétionnaire et unilatérale par les pouvoirs publics, soumises à un régime juridique éparse, la procédure de reconnaissance n'existe pas et varie d'une association à l'autre, les conditions requises pour constituer le dossier de reconnaissance sont inconnues, la démarche à suivre est opaque. Et, pourtant, des catégories d'associations sont légalement éligibles à ce statut, des ressources juridiques et matérielles sont disponibles.

MOTS-CLES

Association reconnue d'utilité publique, intérêt général, service public, utilité publique, reconnaissance, statut, partenariat, ressources.

ANALYSE DES STRATEGIES D'ACTEURS D'UN SYSTEME DE MANAGEMENT DE LA QUALITE PAR LA METHODE MACTOR : CAS DE VINGT ENTREPRISES CERTIFIEES DE LA WILAYA DE BEJAIA (ALGERIE)

Mustapha MEZIANI

Maître de conférences HDR, Université Abderahmane Mira de Bejaia

RESUME

En partant du principe d'implication des parties prenantes des démarches qualité dans les entreprises contenu dans la norme ISO 9000 : 2008, cet article traite des jeux d'alliance et de pouvoir en Système de Management de la Qualité (SMQ) en soulignant le poids prépondérant de chaque acteur dans l'exercice d'appropriation de la démarche qualité de 20 entreprises certifiées de la wilaya de Bejaia (Algérie). Certes, il y a des convergences très positives mais aussi des divergences. L'idéal est d'arriver à une implication volontaire des acteurs à la mise en place et au développement d'un SMQ selon la norme ISO 9001 : 2008. Mais aussi, une interaction assez positive et une relation mutuellement bénéfique avec l'ensemble des acteurs qualité.

MOTS CLES

Démarche qualité, stratégies d'acteurs, parties prenantes, implication, méthode MACTOR.

LES CONTRAINTES A LA GESTION DES RESSOURCES HUMAINES DANS LA SPHERE PUBLIQUE

*Djamal SI-MOHAMMED, Professeur
Kahina MOULLA, Maître-Assistante, Doctorante*

*Faculté des Sciences économiques, Commerciales et de Gestion
Université Mouloud MAMMERI de Tizi-Ouzou*

RESUME

La gestion de la ressource humaine dans la sphère publique est fortement liée aux compétences et à la capacité de l'agent public de produire un service public simple rapide et efficace et cela, malgré le fait que le secteur public, contrairement au secteur privé, soit notamment caractérisé par une rigidité de la réglementation qui le régit.

L'environnement économique mondial exige que le système de gestion de la ressource humaine dans la sphère public soit autant que possible expurgé des situations de gaspillage et de surcoût inhérents au service public, qui peuvent entraver dangereusement l'équilibre des finances publiques. Néanmoins, la tâche s'avère souvent très ardue en raison des différentes contraintes liées tant à la nature de la sphère publique qu'aux nombreux archaïsmes dont se nourrit la gestion de la ressource humaine.

MOTS CLES

Ressource humaine, management, gestion publique, service public, fonction publique.